

134^e Assemblée de l'UIP à Lusaka : discours

Monsieur le Président, chers Collègues,

Donner une voix à la jeunesse : est-ce que ça marche bien en Allemagne ?

L'Allemagne et l'Europe vieillissent. Alors que leur taux de natalité diminue, l'espérance de vie, elle, augmente. Qu'est-ce que cela signifie pour les jeunes Allemands ?

En principe, lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans, ils reçoivent des droits et des obligations étendus. Cependant, les jeunes Allemands font de moins en moins usage du droit le plus important en démocratie : le droit de vote. En 2013, seuls 60 % des plus jeunes ont voté, alors que les plus âgés étaient 80 %. En 1970, dans toutes les tranches d'âge, on comptait encore quelque 90 % de votants.

Peut-être était-ce une conséquence de la dictature, car la sombre période où le vote n'existait pas était encore dans toutes les mémoires.

Pour de nombreux jeunes Allemands, la démocratie est une évidence, et ils ne connaissent heureusement rien d'autre. Et pourtant, nous, femmes et hommes politiques, devons donner force à l'idée que le combat pour la liberté et la démocratie est un combat utile. Les nombreuses personnes cherchant refuge chez nous pour échapper à l'absence de liberté peuvent peut-être nous apprendre quelque chose.

Aucune thèse révolutionnaire n'est avancée ici, mais la formation est certainement l'élément clé dans ce domaine également. Nous devons aussi parler avec les jeunes, être pour eux des exemples à suivre, les faire vibrer pour la démocratie et les thèmes qui l'accompagnent. Souvent, c'est difficile, mais chacun de nous doit y travailler.

En ce XXI^e siècle, nous devons adapter notre forme de communication aux besoins actuels des jeunes. Les réseaux sociaux offrent des possibilités étendues d'information et de communication politique. Les modes de participation sont nombreux.

Les connaissances de base de l'orientation démocratique sont enseignées à l'école. Mais en Allemagne, un jeune sur vingt (5,6 % en 2015) quitte l'école sans diplôme. Nous devons changer cela, car les jeunes sans qualification sont particulièrement exposés et risquent d'être victimes de mouvances non démocratiques dans la société.

Il incombe certainement au système éducatif de l'État de créer les bases qui permettent aux jeunes d'être parties prenantes dans les structures politiques. Mais cet apprentissage doit être prodigué par la société tout entière, d'abord dans la famille, et puis dans les clubs et les associations.

Si nous, parlementaires, nous parvenons à impliquer les jeunes dans la recherche de solutions aux problèmes que nous devons affronter, alors, nous sommes sur une bonne voie. En effet, si les jeunes ont une image positive des structures de l'État, en voyant en elles un partenaire qui les aide à résoudre leurs propres problèmes et un instrument qui permet d'organiser un vivre ensemble harmonieux, alors, ils apporteront eux aussi leur contribution à l'amélioration du concept de l'État.